



**Marie Arena**

**Le 11 Juillet 2017**

**Eurodéputée PS (Groupe S&D)**

### **Les socialistes replacent l'éthique au centre de la politique commerciale de l'EU.**

Ce mardi 11 juillet 2017, la commission commerce international du Parlement européen (INTA) s'est prononcée en faveur d'une politique commerciale permettant une plus grande transparence et responsabilisation des gouvernements et des multinationales.

Notre système économique globalisé actuel repose sur des processus de production fragmentée et de masse. La plupart de nos biens de consommation sont donc le résultat d'un assemblage de diverses opérations effectuées aux 4 coins du monde, là où la main d'œuvre est bon marché, et coordonné par de grandes multinationales, par le biais de partenaires contractuels ou de fournisseurs indépendants.

Le manque de transparence et la dilution des responsabilités tout au long de ce processus augmentent le risque d'exploitation des travailleurs, le non-respect des droits fondamentaux et favorisent le dumping social et environnemental et fiscal.

Maria Arena, Eurodéputée PS : « La globalisation nécessite une régulation. Sans cette régulation, la production de biens de consommation du quotidien, comme par exemples, les textiles, le bois ou encore les smartphones, engendre des catastrophes humaines et environnementales inacceptables. Des initiatives volontaires des entreprises existent en matière de traçabilité sociale et environnementale, mais nous voyons que ce n'est pas suffisant et que le volontarisme a ses limites. »

« L'Union européenne est le plus grand bloc commercial au monde et le plus important fournisseur de biens et de services, elle a donc un rôle clé à jouer. Elle doit pouvoir assurer le respect des droits humains et fondamentaux et le respect des objectifs de développement durables. Par ce rapport d'initiative, nous demandons la mise en place de règles qui contraignent les multinationales à respecter les droits de l'homme et environnementaux, comme l'UE l'a fait dans le secteur des minerais originaires de zones de conflits ou encore dans le secteur du bois. » Poursuit Maria Arena.

« Aujourd'hui, les socialistes ont réussi à convaincre les conservateurs et les libéraux d'envisager le commerce international de manière différente, c'est déjà un pas très important. On sort d'une approche uniquement volontaire vers des

règles contraignantes qui devront sanctionner les multinationales qui ne respectent pas les droits humains et environnementaux, et ce dans tous les secteurs d'activités. Le business as usual a fait son temps ! Il est essentiel que les droits humains et environnementaux reviennent au centre de nos préoccupations. C'est une victoire importante pour tous les sociaux-démocrates qui sans remettre en cause le commerce international et la globalisation exigent que des règles Sociales et Environnementales soient d'application. C'est un combat que nous menons dans tous les dossiers de la Commission Inta et nous espérons que la Commission et le Conseil ne resteront pas sourds à ces demandes légitimes formulées par le Parlement ». Conclut l'Eurodéputée

Contact :

Vasanthi FAGARD

0478956403

vasantha.fagard@europarl.europa.eu